

VILLE DE FOSSES-LA-VILLE

Extrait du registre aux délibérations du Conseil Communal  
Séance du lundi 14 novembre 2022

---

**Présents:** M. Gaëtan de BILDERLING, Bourgmestre-Président;  
M. Frédéric MOREAU, Mme Laurie SPINEUX, M. Bernard MEUTER, M. Etienne DREZE, M. Jean-François FAVRESSE, Echevins;  
Mme Bérangère TAHIR-BOUFFIUX, Présidente CPAS;  
M. Marc BUCHET, M. Gilles MOUYARD, Mme Françoise SARTO-PIETTE, Mme Josée LECHIEN, Mme Véronique HENRARD, M. Quentin DENIS, Mme Paule PIEFORT, M. Jules LALLEMAND, Mme Mélanie LISEN, Mme Marjoline DUBOIS, M. Romuald DENIS, Mme Françoise MATHIEU-MOUREAU, M. Willy PIRET, Mme Céline CASTEELS, Mme Françoise DOUMONT, Conseillers;  
Mme Sophie CANARD, Directrice Générale.  
Mme Evelyne DUCHATEAU, Directrice Générale f.f..

---

**Objet : Règlement-taxe sur les immeubles reliés ou reliables au réseau d'égouts - Exercice 2023**

**Le Conseil, en séance publique**

Vu la constitution, les articles 41, 162 et 170, §4 ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 et la loi du 24 juin 2000 portant assentiment de la charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1 de la charte ;

Vu le code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 & 2, L3131-1 et suivants et L3321-1 à L3321-12 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales ;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 19 juillet 2022 relative à l'élaboration des budgets des communes et des C.P.A.S. de la Région wallonne, à l'exception des communes et des C.P.A.S. relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2023 ;

**Vu notre décision du 08 novembre 2021 relative à l'établissement d'un règlement-taxe sur les immeubles reliés ou reliables au réseau d'égouts (exercice 2022) ;**

Considérant que cette taxe se justifie principalement et fondamentalement par l'objectif financier qui est de permettre à la commune de se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public mais aussi par des objectifs accessoires non financiers, d'incitation ou de dissuasion ;

**Considérant qu'à titre accessoire, la Ville souhaite encourager les propriétaires d'immeubles à relier leur bien au réseau d'égouttage ;**

**Considérant que le rejet des eaux usées est néfaste pour l'environnement ; que le réseau d'égouttage a pour but de récolter les eaux usées en vue de leur traitement ; qu'il est dès lors bénéfique pour l'environnement et la collectivité que le plus grand nombre de biens soient reliés au réseau d'égouttage ;**

**Considérant que le territoire communal compte encore de nombreux biens qui sont techniquement reliables à ce réseau mais dont les propriétaires n'ont encore entrepris aucune démarche pour les relier effectivement aux égouts ;**

Considérant que les investissements en faveur de l'environnement par la pose d'une station d'épuration individuelle doivent être soutenus ; **qu'un tarif préférentiel est donc applicable pour les habitations munies d'une station d'épuration individuelle ;**

Considérant que le dossier a été transmis à la Directrice financière en date du 14 octobre 2022, conformément à l'article L 1124-40 §1er, 3° et 4° du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu l'avis favorable rendu par la Directrice financière en date du 19 octobre 2022 et joint en annexe ;  
Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;  
Par 17 voix pour, 0 voix contre et 3 abstentions (Pour le groupe PS : Mmes DUBOIS et MATHIEU-  
MOUREAU, M. PIRET) ;

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>**

D'établir au profit de la Ville, pour **l'exercice 2023**, une taxe communale annuelle sur les immeubles reliés ou reliables au réseau d'égouts.

Sont visés les biens immobiliers bâtis, situés en bordure d'une voirie équipée d'un égout.

**Les biens immobiliers bâtis, affectés ou non au logement, qui ne sont pas situés en bordure d'une voirie équipée d'un égout, ne sont pas visés par la taxe.**

**Un contrôle sera effectué par un Agent technique de la Ville afin de vérifier la situation de ces immeubles. Dans l'hypothèse où cette situation est confirmée, le montant de la taxe indûment perçu sera remboursé moyennant le respect de la procédure de réclamation visée à l'article 8 du présent règlement.**

**Article 2**

Lorsque l'immeuble est raccordé à l'égout, la taxe est due par ménage et solidairement par les membres de tout ménage qui, au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition, est inscrit au registre de la population ou au registre des étrangers, ainsi que par les seconds résidents, à savoir les personnes qui, pouvant occuper un logement, ne sont pas au même moment, inscrites, pour ce logement, au registre de la population ou au registre des étrangers.

Par ménage, on entend soit une personne vivant seule, soit la réunion de plusieurs personnes ayant une vie commune.

Lorsque l'immeuble est susceptible d'être raccordé à l'égout, la taxe est due par le propriétaire de l'immeuble.

La taxe est également due par toute personne (physique ou morale), ou solidairement par les membres de toute association exerçant, dans un ou plusieurs biens immobiliers visés à l'article 1<sup>er</sup>, dans le courant de l'exercice, une activité de quelque nature qu'elle soit, lucrative ou non.

**Article 3**

§1<sup>er</sup>- La taxe est fixée comme suit :

- 50,00 euros par bien immobilier visé à l'article 1<sup>er</sup>, par alinéa 2 du présent règlement ;
- 30,00 euros pour les biens immobiliers disposant au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition, un système d'épuration individuel (sur production d'un document probant attestant de la mise en place d'un système d'épuration).

§2- Lorsque le bien immobilier visé à l'article 1<sup>er</sup> est un immeuble à appartements, la taxe est due par appartement.

**Article 4**

La taxe est perçue par voie de rôle.

**Article 5**

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait du rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts d'État sur le revenu.

**Article 6**

**En cas de non-paiement de la taxe à l'échéance, conformément à l'article L3321-8 bis du code de la démocratie locale et de la décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation de payer se fera par courrier recommandé et les frais postaux de cet envoi seront mis à charge du redevable. Ces frais seront recouverts de la même manière que la taxe à laquelle ils se rapportent.**

**Les mesures d'exécution, à défaut de paiement, seront mises en œuvre au plus tôt à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de la sommation de payer au redevable.**

**Article 7**

Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

**Article 8**

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège communal de la Ville de FOSSES-LA-VILLE. Pour être recevable, la réclamation doit être faite par écrit, doit être motivée et remise ou présentée par envoi postal dans les six mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle, telle qu'elle figure sur ledit avertissement-extrait de rôle.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement de la taxe.

**Article 9**

**Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera suivant les conditions ci-après :**

**- Responsable de traitement : la Ville de Fosses-la-Ville.**

- Finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe sur les immeubles reliés ou reliables au réseau d'égouts.
- Base légale du traitement : obligation légale (le présent règlement).
- Catégorie de données : données d'identification.
- Durée de conservation : la Ville s'engage à conserver les données pour un délai de minimum 10 ans et 30 ans maximum et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat.
- Méthode de collecte : déclaration et contrôles ponctuels et/ou recensement par l'administration.
- Communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du CIR92 et de l'article 77 du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales, ou à des sous-traitants du responsable de traitement.
- Droits du redevable :
  - Droit d'accès : droit d'obtenir, sur demande, des informations sur ses données à caractère personnel.
  - Droit de rectification : droit de demander la rectification, dans les meilleurs délais, de ses données à caractère personnel qui seraient inexactes ou incomplètes.
  - Droit à l'effacement : droit de demander la suppression définitive de ses données à caractère personnel. Cet effacement est limité aux données personnelles mais ne supprime en aucun cas l'écriture comptable y liée.
  - Droit à la limitation du traitement : droit de demander d'arrêter temporairement ou définitivement le traitement de tout ou partie de ses données personnelles.
- Exercice des droits : le redevable peut exercer ses droits en adressant une demande au Service des Taxes par courrier électronique à l'adresse e-mail suivante : [taxes@fosses-la-ville.be](mailto:taxes@fosses-la-ville.be) ou par courrier ordinaire à l'adresse suivante : Espace Winson, rue Donat Masson, 22 à 5070 Fosses-la-Ville. Si des interrogations subsistent quant au traitement de ses données personnelles, le redevable peut également contacter la Déléguée à la protection des données ([dpo@fosses-la-ville.be](mailto:dpo@fosses-la-ville.be)). Il a également le droit d'introduire une réclamation ou un recours auprès de l'Autorité de Protection des Données (Rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles ; +32 (0)2 274 48 00 ; [contact@apd-gba.be](mailto:contact@apd-gba.be) ; <https://www.autoriteprotectiondonnees.be>).

#### **Article 10**

La présente délibération entrera en vigueur le 5<sup>ème</sup> jour qui suit l'accomplissement des formalités légales de publication prévues aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et au plus tôt **le 1<sup>er</sup> janvier 2023**.

#### **Article 11**

La délibération prise en séance du Conseil communal du **08 novembre 2021** est abrogée dès l'entrée en vigueur du présent règlement.

#### **Article 12**

La présente délibération sera transmise au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et à Madame la Directrice financière pour information et disposition.

Par le Conseil,

La Directrice générale f.f.,  
(s) Evelyne DUCHATEAU

La Directrice générale f.f.,

Evelyne DUCHATEAU

Pour extrait conforme, le 15 novembre 2022



Le Président,  
(s) Gaëtan de BILDERLING

Le Bourgmestre,

Gaëtan de BILDERLING

